

# GRAND DÉBAT ÉGLETONS 15 Février 2019

110 personnes environ, dont de nombreux gilets jaunes, ont participé à la réunion organisée à l'initiative du maire d'Égletons, Charles Ferré, en présence du député Christophe Jerretie et du sénateur Daniel Chasseing.

Après avoir rappelé les enjeux du débat, le maire a donné la parole à l'animateur Maxime Lamarque, qui a présenté les différents thèmes et développé les principaux points de la charte du grand débat.

Les échanges, nourris d'interventions soigneusement argumentées, soulignés par des applaudissements et ponctués par les réactions des parlementaires, ont été globalement sereins malgré des périodes d'échanges plus vifs.

## I CONSTAT GÉNÉRAL

La discussion a démarré rapidement sur un constat sans complaisance de la situation sociale.

La première question, abordée par de nombreux intervenants, actifs ou retraités, est celle du **pouvoir d'achat**. L'accroissement du poids des taxes pèse lourdement sur le prix des carburants et du fuel, alors que ceux de l'électricité et des produits alimentaires ont aussi augmenté. Les conséquences de ces décisions du pouvoir politique sont durement ressenties chaque jour sur le pouvoir d'achat alors que celui-ci est en berne depuis de très nombreuses années.

Elles sont d'autant moins acceptées qu'elles coexistent avec la suppression de l'ISF et la création de la flat tax, le doublement en 2019 du CICE qui profite essentiellement aux grandes entreprises, les salaires jugés indécents des dirigeants de ces mêmes entreprises et l'augmentation du nombre de millionnaires en France. Alors que dans le même temps, les emplois aidés et les subventions aux associations sont massivement supprimés.

Les retraités sont particulièrement mis à contribution, pourtant ce **ne sont pas des nantis**. Leur retraite a été gagnée par des années de labeur à une époque où les semaines de travail ne faisaient pas 35 heures. La plupart d'entre eux aident financièrement leurs enfants et petits-enfants. Dans ces conditions, ils ressentent violemment les ponctions sur leur revenus, la hausse de la CSG et la non revalorisation des pensions de retraites.

La non revalorisation des pensions et des salaires est particulièrement dénoncée par les fonctionnaires dont **le point d'indice est quasi gelé depuis 2011**. Mais l'ensemble des actifs et des retraités attendent des augmentations de pouvoir d'achat. Même si un intervenant rappelle que, s'agissant du secteur privé, le niveau des salaires est de la compétence des entreprises, **une négociation sociale sur les salaires** est souhaitée.

Le mal-être, la souffrance, la désespérance, quand ce n'est pas la colère, s'accroissent.

Face à cette situation, **l'Europe est un facteur aggravant**. Loin de protéger leurs ressortissants, les différents États membres sont engagés dans une compétition, une « **course à l'échalote** », de la baisse des impôts et des cotisations sociales. La mondialisation et plus particulièrement **l'ouverture des marchés européens à la Chine** ont eu de graves conséquences en ouvrant les portes à une concurrence jugée déloyale.

Plusieurs participants se demandent où vont les recettes de l'État, alors que la ponction fiscale s'accroît pour les plus modestes et que la croissance repart. **Où est le pognon, dans quelles poches, ce « pognon de dingue »** ? Les services de l'État sont accusés de gabegie. La multiplication des commissions et autorités administratives diverses, dont l'utilité est remise en cause, est surtout perçue comme le moyen de donner des postes grassement payés aux amis et relations. A ce titre, la nomination d'Alain Juppé au Conseil constitutionnel est dénoncée violemment. Les élus de tous niveaux, à l'exception des maires, les responsables administratifs, et de manière générale toutes les « élites », sont soupçonnés de vivre largement sur le dos du contribuable.

Au-delà, c'est le **modèle social français pacificateur** qui apparaît menacé. Dans la mesure où il ne tient plus ses promesses, où les inégalités fiscales et sociales s'accroissent, pendant que des services publics disparaissent, certains citoyens ne voient plus que ses limites et s'attaquent violemment à toutes les élites suspectées de complicité de cet état de fait. **Le pacte social est ébranlé.**

### Les réactions des parlementaires

La répartition des recettes et des dépenses de l'État et de la sécurité sociale est rappelée, ainsi que le déficit chronique depuis des dizaines d'années. En effet, le budget du pays est construit à partir des dépenses et non à partir des recettes attendues.

De même il est nécessaire de restaurer l'attractivité de la France envers les investisseurs, français ou étrangers, susceptibles de créer de l'activité et des emplois dans notre pays, alors que les charges patronales en France sont les plus élevées d'Europe. Le CICE y contribue. Son doublement en 2019 correspond au cumul du paiement de deux années en une dû, à un changement de ses modalités. La réforme de la formation professionnelle devrait également contribuer à l'amélioration de l'emploi et des rémunérations.

La prime d'activité est une réponse provisoire à la demande d'augmentation du pouvoir d'achat. Il serait également préférable que la revalorisation des retraites soit de 1,2 % et non 0,3%. De même, le seuil d'impact de la CSG pour les retraités devrait être relevé au-delà de 2 000 €. De manière plus générale, les retraites devraient être indexées sur l'inflation.

Deux réponses plus ponctuelles sont apportées à une question sur les cafouillages dans la mise en œuvre des nouvelles modalités du contrôle technique et sur les difficultés rencontrées par les jeunes ruraux en CDD pour se déplacer et se loger. La première question est d'ordre réglementaire et non législatif. Pour répondre à la deuxième, des prêts spécifiques devraient être accessibles.

## II LES PROPOSITIONS

Seuls deux thèmes, « la fiscalité et les dépenses publiques » ainsi que « la transition écologique » ont pu être réellement abordés. Néanmoins, des propositions relatives aux autres thèmes sont apparues lors des échanges.

### *1 Fiscalité et dépenses publiques*

Ce thème a suscité de nombreuses propositions pour beaucoup très partagées.

En matière de TVA :

- **diminuer la TVA sur les produits de première nécessité,**
- **rétablir un taux élevé pour les produits de luxe.**

En matière d'impôt sur le revenu :

- **créer une tranche d'impôt supplémentaire plus élevée pour les hauts revenus,**
- **remettre en cause le quotient familial ?**

En matière de CSG :

- **déductibilité totale de la CSG. Augmenter le niveau de revenu en deçà duquel les retraités sont exonérés.**

Plus généralement, plusieurs intervenants souhaitent que la **France prenne modèle sur les États Unis** qui prélèvent l'impôt sur leurs ressortissants où qu'ils se trouvent dans le monde.

La proposition la plus soutenue par l'ensemble des intervenants concerne **la fraude fiscale qui doit être combattue de manière plus ferme en augmentant les effectifs qui y sont affectés et en durcissant la législation.**

Un participant souhaite une mise à plat et une refonte totale de notre fiscalité et du financement de notre protection sociale pour les rendre **plus justes, plus efficaces et pour simplifier les démarches.** Pas forcément pour diminuer les rentrées fiscales, mais pour les répartir différemment.

En matière de dépenses la plupart des intervenants ne souhaitent pas diminuer celles qui sont relatives à la protection sociale et aux grands domaines de l'action de l'État. En revanche celui-ci doit réviser totalement son fonctionnement pour **réaliser des économies drastiques et « supprimer les privilèges et les missions dorées » : « ne pas baisser les budgets mais limiter le gâchis ».** Sont particulièrement concernés l'existence et le coût des différentes commissions et AAI (autorités administratives indépendantes). En dehors de la Cour des Comptes dont le rôle, unanimement salué, doit être renforcé en rendant ses avis exécutoires, toutes les autres doivent être évaluées pour ne garder que celles qui sont utiles.

### Les réactions des parlementaires

Un groupe de députés travaille actuellement sur deux sujets : **l'instauration d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu et la suppression éventuelle du quotient familial.**

Toute modification des taux de TVA doit tenir compte de l'importance de cet impôt que finance la moitié du budget de l'État.

La lutte contre la fraude fiscale a déjà été accentuée par le gouvernement précédent ce qui a permis de récupérer 20 milliards par an. D'autres mesures sont en cours d'étude.

L'ISF n'était pas un bon impôt. Cependant, il serait opportun de contrôler la réalité des investissements effectués grâce aux sommes économisées suite à sa suppression.

Une refonte totale de la fiscalité est dangereuse. Notre système est trop complexe pour que tous ses effets puissent être anticipés, certaines conséquences inattendues pourraient être désastreuses.

## *2 La transition écologique*

Dans ce domaine la France souffre d'un manque de politique globale et cohérente. Il faut **bâtir un projet à long terme avec la population**, en jouant sur une **palette de solutions non punitives** privilégiant une **consommation raisonnée** et non prendre des mesures ponctuelles en vase clos à l'Assemblée.

La première priorité est d'**éradiquer les passoires thermiques** en mettant en œuvre un plan d'isolation des logements.

En matière automobile, la décision de stigmatiser le diesel est remise en cause. Cette décision a fragilisé les constructeurs français spécialisés dans les moteurs diesel, alors que le diesel dernière génération n'est pas plus polluant que l'essence. Le moteur électrique n'apparaît pas non plus comme une panacée. Certes, les voitures électriques polluent moins à l'usage, mais leur construction est 3 fois plus polluante que celle d'une voiture essence et la question du recyclage des batteries n'est pas réglée.

**Le nucléaire est une des clefs de notre indépendance énergétique**, élément majeur face aux régimes autoritaires de la planète. Son empreinte carbone est très faible. **Sa diminution doit donc être abordée avec prudence**. D'autant qu'EDF est l'entreprise la plus sûre du monde. Un intervenant propose de faire porter la recherche sur une technologie plus sûre et moins polluante en ayant recours au thorium comme combustible.

La taxe carbone reste un moyen de traiter le problème des « externalités négatives », autrement dit les nuisances générées par l'activité économique et non compensées par les émetteurs.

La France dispose de grands atouts face à la transition écologique. Un tiers des déchets, de l'eau potable et des eaux usées de la planète sont gérés par des entreprises françaises. **Il faut valoriser ces atouts**.

### Les réactions des parlementaires

Il convient de relativiser le rôle de la France responsable de seulement 1 % de la pollution mondiale, la Chine de 25 %, l'Inde et les États unis respectivement de 10 et 8 %, la part globale de l'Europe étant de 3,5 %.

En ce qui concerne les centrales à charbon, très polluantes, la France n'en possède que 4 contre 85 en Allemagne et 55 en Pologne.

En matière des glyphosate, le délai de 3 ans permettra à l'INRA de trouver des solutions alternatives pour ne pas pénaliser nos agriculteurs face aux autres agriculteurs européens.

Il faut privilégier **une approche de l'écologie raisonnée**

### *3 L'organisation de l'État et des services publics*

**La création de maisons de services publics dans chaque chef-lieu de canton** est demandée.

### *4 Démocratie et citoyenneté*

Le tirage au sort de citoyens suscite des réactions contrastées. Opposition pour certains, alors que pour d'autres il s'agit d'une bonne solution pour créer des panels de citoyens auprès des différents niveaux de collectivités territoriales et **auprès de chaque ministère pour tester la faisabilité et l'acceptation des projets et des textes avant leur adoption.**

Un retour à la pratique du panachage des listes est souhaité par un intervenant pour permettre une plus grande liberté dans le choix des élus.

\* \* \*

La conclusion nous est largement soufflée par un intervenant d'origine anglaise installé de longue date dans notre pays et amené par sa profession à travailler dans des pays autoritaires. Une démocratie comme la nôtre, dans laquelle un tel débat est possible, est une rareté dans le monde. C'est un trésor qu'il convient de préserver.

Comme le canari qui signalait autrefois les poches de grisou dans la mine, les gilets jaunes nous alertent sur le danger qui menace aujourd'hui cette démocratie. Qu'ils en soient remerciés. Salve d'applaudissements de la salle.

La suite qui sera donnée au « Grand Débat » sera déterminante.

NB : de nombreux gilets jaunes auraient souhaité que la question des répressions policières soit abordée.